

Comment se situent les Etats baltiques au sujet de la guerre russe en Ukraine et par rapport à l'Occident ?

dimanche 11 juin 2023, par [Yves PLASSERAUD](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Yves PLASSERAUD](#), **Comment se situent les Etats baltiques au sujet de la guerre russe en Ukraine et par rapport à l'Occident ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 11 juin 2023.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Dans le contexte de la relance de la guerre russe contre l'Ukraine, la position des trois États baltiques est à la fois originale et intéressante. Yves Plasseraud présente successivement les origines historiques de l'attitude baltique vis-à-vis de la Russie, les mises en garde polono-baltes, mais aussi les spécificités régionales en matière de vulnérabilité à l'égard de Moscou. Enfin, l'auteur explique pourquoi la menace russe est ressentie de manière sensiblement différente dans les trois pays et comment ils mettent aujourd'hui en place des dispositifs de défense.

LE 24 février 2022, les troupes russes envahissent le territoire de l'Ukraine sur divers fronts simultanément. En Europe occidentale, c'est la sidération. En dépit d'alertes américaines répétées, personne ne s'attendait à ce que Vladimir Poutine passe à l'acte. Si la réaction de l'Occident fut ensuite, il est vrai, rapide et efficace, le mal était fait et l'impréparation occidentale patente. L'ordre territorial post-guerre froide est décidément beaucoup plus vulnérable que ne le pensaient les responsables occidentaux. Le 21 avril 2023, la déclaration de l'ambassadeur de Chine en France, Lu Shaye, sur la chaîne de télévision *LCI* concernant le caractère contingent de l'indépendance des États issus du démembrement de l'ancien bloc soviétique est venue accroître l'inquiétude.



Carte. Mer Baltique : de la mer d'ambre à la mer d'ombres

Cliquer sur la vignette pour agrandir cette carte extraite de Michel Nazet et Alain Nonjon (dir), cartographie Jean-François Ségard, « *Géopolitique. Atlas des 160 lieux stratégiques du monde* », Ellipses. Cette carte présente les héritages de la Guerre froide, une zone d'échanges et les incidents

La position des États baltiques [1] dans cette problématique est à la fois originale et intéressante. Dans l'analyse de celle-ci présentée ci-dessous, nous examinerons successivement les origines historiques de l'attitude baltique vis-à-vis de la Russie, les mises en garde polono-baltes, les spécificités régionales en matière de vulnérabilité à l'égard de Moscou et enfin, avant de conclure, nous verrons pourquoi la menace russe est ressentie de manière sensiblement différente dans les trois pays et comment ces trois États mettent aujourd'hui en place des dispositifs de défense.

États baltiques - Russie : un héritage très lourd

Un contentieux ancien oppose les Baltes à leurs voisins russes. Après des siècles de tentatives infructueuses, la Russie s'empare des terres baltiques entre 1721 (Traité de Nystad avec la Suède concernant les Provinces baltiques) et entre 1772 et 1795 (Lituanie, à l'occasion des partages de la Pologne-Lituanie) ; l'ensemble de la région demeure par la suite sous le joug russe jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Cette occupation fut cruelle et inhiba profondément le développement des trois nations. Ainsi, par exemple, de 1864 à 1904, l'impression de livres en caractères latins est interdite dans la province du Nord-Ouest de l'Empire. La Lituanie a même alors perdu son nom.

A l'issue de la Grande Guerre, en 1920, les nouvelles Républiques baltiques signent avec l'Union Soviétique des traités de paix, au terme desquels Moscou reconnaît l'indépendance des trois États et l'inviolabilité de leurs frontières. Pendant les 20 années qui suivent, les trois États vivent une indépendance à la fois pleine et entière mais néanmoins précaire, coincés entre les impérialismes allemand et russe. Les progrès de trois États n'en sont pas moins saisissants et en 1939, ils étaient, économiquement et socialement, plus « avancés » que la Finlande.

Le 23 août 1939, les protocoles secrets du Pacte Molotov / von Ribbentrop attribuent l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie à l'URSS. En 1941, c'est l'annexion, confirmée en 1944, après l'intermède dramatique de l'occupation nazie. Subitement coupés du monde, les trois peuples baltiques demeurent soviétiques jusqu'à leur [libération en 1990 dans le processus de l'effondrement de l'URSS \(1991\)](#).

Au début de l'ère soviétique, officiellement motivée par leur prétendue collaboration avec l'Allemagne nazie, une féroce répression occasionne des centaines de milliers de morts et de déportations au goulag. Si l'occupation s'était poursuivie plus longtemps, et en dépit d'une forte résistance de la population dès les premières décennies, c'était l'existence des nations baltiques qui était en cause [2]. L'introduction, massive à l'échelle baltique, de migrants originaires des profondeurs de l'URSS, menaçait en effet l'identité nationale. En 1989, à la veille de l'indépendance, les Lettons (75% en 1935) n'étaient plus que 51% au sein de leur État.

Depuis [le retour à l'indépendance des Républiques baltiques](#), les relations avec la Russie n'ont pas été un long fleuve tranquille. Après un début encourageant sous Boris Eltsine, les relations se sont rapidement détériorées (vers 1997), Moscou ne cessant désormais par tous les moyens (comme la cyber-attaque contre l'Estonie en 2007) de tenter de déstabiliser son « étranger

proche ».

« Nous vous l'avions pourtant bien dit ! »

Pourtant, depuis au moins 2008, après l'agression russe contre la Géorgie et plus encore contre celles d'Ukraine (Crimée puis Donbass) depuis 2014, les États baltiques, conjointement avec la Pologne, n'avaient cessé d'attirer l'attention de l'Occident sur le discours de V. Poutine au sujet de la Russie, prétendument assiégée par un Occident, « décadent et pourri ». Ils avaient, simultanément, commencé à prendre des mesures pour faire face une éventuelle agression. Les multiples facettes de l'activisme impérialiste poutinien, depuis la modernisation de l'armement russe, jusqu'à l'organisation planifiée de la dépendance énergétique de l'Europe occidentale, (notamment de [l'Allemagne avec le gazoduc Nord Stream](#)), sautaient aux yeux des observateurs baltiques.

... la naïveté de l'Occident dont les dirigeants ignoraient alors systématiquement les mises en garde, attribuant aux Baltes et aux Polonais une position dictée par leur héritage victimaire...

L'absence de réaction devant les guerres du Caucase (Haut-Karabagh, 2020), la répression au Kazakhstan en janvier 2022, l'ultimatum russe à l'Occident du 17 décembre 2021 [3], vinrent hélas confirmer la naïveté de l'Occident dont les dirigeants ignoraient alors systématiquement ces mises en garde, attribuant aux Baltes et aux Polonais une position dictée par leur héritage victimaire.

De n'avoir pas été écoutés pendant si longtemps, les États baltiques ont développé un sentiment d'injustice et d'isolement, teinté d'amertume, vis-à-vis de l'Europe occidentale et notamment de cette « France- Allemagne » arrogante, évoquée par Bernard Guetta dans son récent livre « *La nation européenne* » (Flammarion, 2023, page 33. s). En maintenant le contact avec Poutine au-delà du raisonnable, le Président français E. Macron a notamment provoqué une large incompréhension en Europe médiane. Jusqu'à contribuer à une dévaluation relative de la place de la France dans l'UE et dans l'OTAN ? La suite le dira.

Des causes de vulnérabilité spécifiques à la région

Pour bien saisir la situation des États baltiques vis-à-vis de Moscou, il faut d'abord se souvenir que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont de « petits pays » ; guère plus de 6 millions d'habitants à eux trois, occupant un territoire dépourvu de défenses naturelles et convoité par la Russie depuis Pierre le Grand. La ville de Riga et son port, ont notamment toujours revêtu une importance économique et symbolique particulière aux yeux des politiques et de l'intelligentsia russe. Dans le contexte géopolitique actuel, Minsk étant sous l'emprise de Moscou et sa militarisation allant croissante [4], la vulnérabilité militaire de ce que l'on appelle le Corridor de Suwalki, étroit passage de 70km de long séparant l'extrémité nord du territoire du Belarus de celle, au sud, de [l'exclave russe de Kaliningrad](#) [5], constitue pour les trois pays une menace potentielle d'isolement territorial vis-à-vis du reste de l'OTAN et de l'UE.

Enfin, la vie démocratique des trois États, insupportable provocation aux yeux du maître de Moscou, chantre d'un pouvoir autoritaire (la fameuse « verticale du pouvoir »), constitue paradoxalement - au quotidien - un facteur supplémentaire de vulnérabilité pour la région. En effet, les importantes communautés russes de l'Estonie (20%) et de la Lettonie (30%) constituent pour une partie de l'opinion russe (leurs familles, leurs relations) une source d'information concrètes et de ce fait « dangereuses » pour Vladimir Poutine, concernant le fonctionnement de la vie démocratique à l'occidentale.

En 2023, pense-on de Vilnius à Tallinn, depuis le réarmement polonais, si la Russie venait à considérer qu'elle a terminé son « Opération Militaire Spéciale » en Ukraine, ils pourraient être les prochains sur la liste des cibles russes. Cette analyse est fondée sur la conviction que la Russie n'a renoncé à aucun territoire européen appartenant ou ayant appartenu à ce qu'elle nomme le « *Ruski mir* » (Monde russe, *in concreto* une large partie du territoire de l'ancienne URSS). C'est par là que Moscou devrait tester la réaction de l'OTAN à la mise en œuvre de reconquête du « Monde russe » intégré à l'OTAN (les Pays baltiques essentiellement). Même si, en raison du parapluie nucléaire de l'OTAN (États-Unis surtout), cette hypothèse paraît aujourd'hui peu probable. L'arrivée au pouvoir aux États-Unis en 2024 d'un républicain *trumpiste* pourrait changer la donne et justifier les craintes de Baltes.

Des ressentis différents selon les pays

Objectivement, si les situations des trois États baltiques sont analogues, leurs ressentis subjectifs ne sont pourtant pas les mêmes.

La **Lituanie** possède des spécificités et des atouts particuliers. Héritière d'un Grand-Duché, qui, avec ses 600 000 km², a longtemps englobé une grande partie du territoire de l'Ukraine, elle se sent « personnellement » attaquée au même titre que l'Ukraine. Preuve d'une solidarité persistante avec les anciens membres du Grand-Duché, l'aide apportée à l'Ukraine par la Lituanie a, depuis le début de l'agression, été impressionnante. Par ailleurs, la communauté russophone de la Lituanie, peu nombreuse (7% de la population), se compose majoritairement de vieux-croyants assez peu attachés à la Russie. A contrario, Il faut garder en mémoire la vulnérabilité spécifique entraînée par la question du transit ferroviaire entre le Belarus et l'oblast de Kaliningrad, en raison des limitations imposées par Vilnius à celui-ci pour se conformer aux mesures européennes d'embargo à l'encontre de Moscou. Ceci constitue une sorte d'abcès prêt à éclater.



Vue de Riga, capitale de la Lettonie

Crédit : Yves Plasseraud

Plasseraud/Diploweb.com

La situation de la [Lettonie](#) est assez différente et peut être moins assurée. Vue de [Riga](#), l'Ukraine est certes un État ami, mais aucun sens d'une responsabilité « historique » n'habite le pays de la Daugava, qui n'a jamais été uni à ces territoires du sud. En revanche, le fait que la Latgale, la province orientale du pays qui a longtemps fait partie de la « *Rzeczpospolita* » polono-lituanienne, comporte plus de 80% de slavophones, au patriotisme letton incertain, constitue une menace potentielle et ce d'autant que la Russie ne manque pas de favoriser les velléités séparatistes de cette province ethniquement majoritairement slave. Plus généralement, comme Riga a parfois les mêmes doutes concernant le comportement d'une partie des russophones du pays en cas de conflit avec la Russie, ses autorités se sentent un peu inconfortables. Le président de la République, Edgars Rinkēvičs, élu le 31 mai 2023, devrait être l'homme de la situation.

En **Estonie**, c'est une situation assez semblable à celle de la Lettonie que l'on rencontre, même si, avec un peu moins de russophones qu'en Lettonie, l'Estonie ne subit peut-être pas autant de pressions. En revanche, comme en Lettonie, la région orientale du pays, le comté d'Ida Virumaa, avec 80% russophones, suscite des inquiétudes, d'autant plus que **l'absence de traité frontalier avec Moscou vulnérabilise légalement Tallinn**.

En dépit de la faiblesse de leurs moyens, les Baltes se préoccupent d'organiser leur défense contre l'ennemi de toujours. En raison du [contexte russe](#), cette défense doit prendre deux formes, l'une militaire, l'autre civile (guerre hybride). La doctrine de défense des États baltiques repose aujourd'hui sur quatre piliers :

- . L'OTAN. Rappelons que les trois États ont adhéré à l'OTAN et à l'UE en 2004 ;
- . L'intégration régionale ;
- . Les forces conventionnelles ;
- . La société civile.

L'organisation d'un système de défense efficace

[Au plan militaire](#), la confiance inébranlable en l'alliance avec les États-Unis et en [l'OTAN](#), fait partie des fondamentaux. Les États baltiques considèrent comme naturellement complémentaires la défense nationale de chaque État, l'alliance balte, l'alliance polonaise, le NORDEFCO [6], l'Alliance Européenne de Défense, l'alliance américaine et naturellement l'OTAN. Une présence alliée dans la région (« *Enhanced Forward Presence* »), complétée par une Police de l'air de l'OTAN, assurée à tour de rôle par les divers États occidentaux depuis 2004, donne un certain sentiment de sécurité aux populations [7]. Si quelques 5000 soldats de l'OTAN sont actuellement stationnés dans les pays baltiques, ce chiffre est jugé très insuffisant par les gouvernements locaux. Le sommet de l'OTAN de Madrid, fin juin 2022 a entériné le principe d'un accroissement de ce contingent.

Par ailleurs, depuis les agressions russes de 2014, les Baltes ont réalisé un saut capacitaire et doctrinal en réponse à la menace russe [8]. Dans ce contexte, l'insistance française pour instaurer une défense commune européenne (Initiative Européenne de Défense) est **ressentie par les populations baltiques comme de nature à affaiblir l'OTAN et par conséquent à**

les vulnérabiliser. A contrario, la récente adhésion d'Helsinki (en attendant l'arrivée de la Suède) à l'Alliance Atlantique est évidemment particulièrement réjouissante pour Tallinn, qui a toujours considéré sa voisine du nord comme une grande sœur.

Dans les trois États, on se prépare matériellement et psychologiquement à la guerre. Budgets militaires renforcés [9], développement d'une cyber défense avancée, instauration d'une armée professionnelle (Lettonie, 2007), création de forces de réaction rapide (Lituanie 2014), rétablissement du service militaire (Lituanie 2015), , entraînement à la guérilla, publication de manuels pour faire face à une invasion (Lituanie, 2014, 2015, 2016) projet de « *Total Defence* » et de « *Comprehensive Security Approach* », tout est mis en œuvre pour assurer la plus grande résilience possible et d'abord pour être pris au sérieux par partenaires et adversaires potentiels.

Préparer la société civile à réagir aux menaces actuelles et à venir

Au plan civil, la « défense » baltique revêt toute une série de formes différentes. Dans la mesure où, selon les principes de la métapolitique, toute lutte politique est d'abord culturelle, c'est là le premier terrain d'action. Mentionnons quelques-uns de ses axes :

- . limiter l'accès des media russes « poutiniens » (ex : *Rossiya RTR*) au public balte et notamment aux communauté russophones (interdictions, brouillages) ;
- . contrer la désinformation russe auprès des alliés occidentaux ;
- . entraver le système d'enseignement en langue russe (réformes scolaires de 2004) ;
- . contrôler et combattre les *Fake news* et autres *Hoax* ;
- . accroître les cohésions nationales grâce à l'enseignement, la culture ;
- . prévenir le renouvellement de cyber attaques, comme en Estonie 2007. (Centre d'excellence de cyberdéfense de Tallinn, étable en 2008) ;
- . renforcer la sécurité informationnelle des États baltiques. Un Centre d'excellence de l'OTAN pour la communication stratégique a été établi à Riga (Lettonie) en 2015.

Dans ce contexte, inquiets mais résolus, les Baltes espèrent ardemment que les prochains développements leur permettront d'être entendus et partant, à leurs yeux, de leur permettre de survivre.

Pour le Kremlin, il s'agit de trouver des moyens pour maintenir l'influence russe dans la région baltique.

Par-delà l'actualité, quel avenir pour les relations États baltiques-Moscou ?

La récente révélation par l'agence de presse lituanienne LRT [[10](#)], d'une série de documents stratégiques préparés à l'automne 2021 par la Direction des relations interrégionales et des contacts culturels pour le bureau présidentiel de Vladimir Poutine, apporte quelques lumières sur la manière dont Moscou considère aujourd'hui ses futures relations avec ses « petits » voisins du nord. Après avoir fait un point de la situation économique, politique, militaire et stratégique de la région telle qu'elle est perçue depuis Moscou, les documents révèlent que l'objectif principal à court, moyen et long terme du Kremlin de **maintenir l'influence russe dans la région** sera assuré par toute une série de moyens. Pour ce qui est des champs concernés, les suivants peuvent être énumérés :

- . activisme contre l'armement et la mobilisation baltique, ainsi que contre la présence de troupes étrangères ;
- . manipulation des relations bilatérales officielles ;
- . coopération économique russo-baltique ;
- . maintien et renforcement du rôle de activistes russes locaux.

En ce qui concerne les moyens pratiques d'action, outre le soutien aux traditionnels media d'information comme *Russky Mir*, *Sputnik*, ou *Iter-Tass*, les documents obtenus mettent notamment l'accent sur trois axes prioritaires d'action :

- . financer plus largement les ONG baltiques pro-russes ;
- . agir par tous moyens pour maintenir l'enseignement et la diffusion de la langue russe dans les systèmes scolaires baltiques ;
- . s'opposer à la démolition ou au déplacement des monuments soviétiques.

Conclusion

Parmi [les nombreux effets induits - non souhaités par le Kremlin](#) - de [la guerre d'Ukraine](#), il faut distinguer ceux intervenus (ou à intervenir) au plan interne de ceux concernant [l'international](#). Au plan interne le résultat est saisissant. Les sociétés baltiques, en proie à un consumérisme croissant, se sont subitement réveillées et ressoudées. Le patriotisme et le sens de la solidarité nationale sont de retour. Ceci ne peut que renforcer et redynamiser ces pays.

Au plan externe, le résultat est non moins impressionnant. Les trois pays sont de retour sur la scène européenne et leur voix est désormais écoutée. Comme, contrairement à la Pologne, ils constituent de véritables démocraties, ils sont respectés et leur avis pris en considération. Lors du forum public [OTAN](#) de Vilnius des 11 et 12 juillet 2023 en présence de Volodymyr Zelensky, gageons que leur rôle gagnera en portée et en efficacité.

Il demeure malheureusement probable que les relations avec Moscou demeureront difficiles

jusqu'au jour vraisemblablement lointain ou un pouvoir démocratique aura pris ancrage en terre russe.

Copyright Juin 2023-Plasseraud/Diploweb.com

Courte bibliographie

CHAMPCHESNEL, Tiphaine, de, *Vers le stationnement d'armes nucléaires en Biélorussie*, Brèves stratégiques 59, IRSEM 21 avril 2023.

KARAGIANNIS, Emmanuel *The Russian Threat to the Baltic States : The Problems of Shaping Local Defense Mechanisms*, The Journal of Slavic Military Studies, 2016.

LASSERRRE, Isabelle, *Macron-Poutine, les liaisons dangereuses*. Éditions L'observatoire, 2023.

KOLOSSOV, Vladimir (dir.), *Rossiïskoe pograničhe : vyzovy sosedstva* (Les régions frontalières de Russie : les défis du voisinage), Moscou, Institut de géographie, Académie des sciences de Russie, 2018, p. 594.

MINIC, Dimitri, *Pensée et culture stratégiques russes. Du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Maison des sciences de l'Homme, 2023.

PLASSERAUD, Yves, *Les pays baltiques, le pluriculturalisme en héritage*, Armeline, Crozon, 2020.

RADVANYI, Jean, « L'Eurasie post-soviétique, un espace ouvert en recomposition », in A. de TINGUY (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 247-248, février 2020.

RADVANYI, Jean : « La façade balte orientale : nouveaux enjeux, nouveaux défis » in *Annuaire de l'Observatoire franco-russe*, 2019.

P.-S.

Depuis 1995, Yves Plasseraud se consacre à la recherche et à la défense des droits de l'Homme et des minorités ethniques, culturelles et religieuses. Il fait à cet égard de nombreuses interventions et publie une dizaine de livres dont un « Atlas Européen des minorités » (Autrement). Les États baltiques, leur devenir et leurs problèmes minoritaires, feront aussi l'objet d'une dizaine de livres, souvent en collaboration avec son épouse Suzanne Pourchier. Autre sujet d'investigation, les Juifs de l'aire baltique à propos desquels il publie plusieurs ouvrages en collaboration avec Henri Minczeles. Ses deux plus récents ouvrages publiés sont : « Les pays baltiques, le pluriculturalisme en héritage », Armeline, 2019 et, en collaboration avec Suzanne Pourchier-Plasseraud, « Les Germano-baltes », Armeline, 2022.

Notes

[1] L'utilisation de l'expression Pays Baltiques plutôt que Pays Baltes vient du fait qu'alors que la Lettonie et la Lituanie appartiennent à la culture Balte, l'Estonie se considère comme un pays nordique de culture fennique, au même titre que la Finlande et ne souhaite donc pas être appelée Balte.

[3] Le ministère des Affaires étrangères russe avait alors publié deux projets de textes — un « Traité entre les États-Unis et la Fédération de Russie sur les garanties de sécurité » et un « Accord sur les mesures pour assurer la sécurité de la Fédération de Russie et des États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN] ». Moscou y met en demeure les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN de satisfaire sans tarder à ses revendications.

[4] Y compris la présence d'un armement nucléaire russe sur son territoire depuis le 25 mai 2023.

[5] Oblast surarmé : MiG-31K, missiles hypersoniques *Iskander M*...

[6] Programme de collaboration entre États nordiques en matière de défense. Ses cinq membres sont ceux du Conseil nordique : Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède.

[7] Depuis mai 2014, l'OTAN déploie quatre bataillons de troupes terrestres en Pologne et dans les États baltiques.

[8] *La remontée en puissance terrestre des États baltes : mise en perspective opérationnelle*. ENSE, Fondation pour la recherche stratégique, 23/05/2023

[9] En décembre 2022, les trois États ont promis de dépasser la barre des 3 % de leurs PIB respectifs (contre actuellement 2,34 % pour l'Estonie, 2,10 % pour la Lettonie et 2,36 % pour la Lituanie en 2022).

[10] MAKARAITYTE, Indrė , AUSRA Mindaugas , ČEPONYTE Jurgita , JUKNEVICIUTE Rūta TVASKIENE, Jurga, LRT Investigation Team, LRT.lt, 2023.05.01